First Session, Forty-second Parliament, 64-65-66-67-68 Elizabeth II, 2015-2016-2017-2018-2019

Première session, quarante-deuxième législature, 64-65-66-67-68 Elizabeth II, 2015-2016-2017-2018-2019

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-88

PROJET DE LOI C-88

An Act to amend the Mackenzie Valley Resource Management Act and the Canada Petroleum Resources Act and to make consequential amendments to other Acts Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS

JUNE 17, 2019

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE 17 JUIN 2019

SUMMARY

Part 1 of this enactment amends the *Mackenzie Valley Resource Management Act* to establish an administration and enforcement scheme in Part 5 of that Act that includes the issuance of development certificates. It also adds an administrative monetary penalty scheme and a cost recovery scheme, provides regulation-making powers for both schemes and for consultation with Aboriginal peoples and it allows the Minister to establish a committee to conduct regional studies. Finally, it repeals a number of provisions of the *Northwest Territories Devolution Act* that, among other things, restructure the regional panels of the Mackenzie Valley Land and Water Board, but that were not brought into force.

Part 2 of the enactment amends the *Canada Petroleum Resources Act* to allow the Governor in Council to prohibit certain works or activities on frontier lands if the Governor in Council considers that it is in the national interest to do so.

SOMMAIRE

La partie 1 du texte modifie la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* afin d'établir un régime d'exécution et de contrôle d'application à la partie 5 de cette loi prévoyant notamment la délivrance de certificats à l'égard des projets de développement. Elle ajoute un régime de sanctions administratives pécuniaires et un régime de recouvrement des coûts et prévoit des pouvoirs réglementaires concernant ces régimes ainsi que la consultation des peuples autochtones, et elle permet au ministre de constituer un comité chargé de mener des études régionales. Enfin, elle abroge certaines dispositions de la *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest* qui ont notamment pour objet de restructurer les formations régionales de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie et qui n'ont pas été mises en vigueur.

La partie 2 du texte modifie la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* afin de permettre au gouverneur en conseil d'interdire l'exercice de certaines activités sur des terres domaniales s'il estime que cela est dans l'intérêt national.

1st Session, 42nd Parliament, 64-65-66-67-68 Elizabeth II, 2015-2016-2017-2018-2019

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1^{re} session, 42^e législature, 64-65-66-67-68 Elizabeth II, 2015-2016-2017-2018-2019

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-88

An Act to amend the Mackenzie Valley Resource Management Act and the Canada Petroleum Resources Act and to make consequential amendments to other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART 1

1998, c. 25

Mackenzie Valley Resource Management Act

Amendments to the Act

2014, c. 2, s. 116

1 Section 7.2 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act* is replaced by the following:

Other requirements to be complied with

7.2 For greater certainty, nothing in this Act, the regulations or a licence or permit or development certificate or amended development certificate issued under this Act authorizes a person to contravene or fail to comply with any other Act or any regulation or order made under it, 10 except as provided in that other Act, regulation or order.

2005, c. 1, s. 22

2 Section 15 of the Act is replaced by the following:

PROJET DE LOI C-88

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PARTIE 1

1998, ch. 25

Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

2014, ch. 2, art. 116

1 L'article 7.2 de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie est remplacé 5 par ce qui suit :

Obligation de respecter d'autres exigences

7.2 Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses règlements ou un décret ou arrêté pris sous son régime, il est entendu que la présente loi, ses règlements, un permis d'utilisation des eaux ou permis d'utilisation des 10 terres délivré sous le régime de cette loi ou un certificat—original ou modifié—délivré en application de celle-ci n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevenir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.

2005, ch. 1, art. 22

2 L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

90874

2015-2016-2017-2018-2019 1 64-65-66-67-68 Eliz. II

Sections 2-4

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 2-4

Implementation of right of representation of other **Aboriginal peoples**

15 Despite any provision of this Act respecting members of a board, if an Aboriginal people has a right under a land claim agreement to representation on that board in relation to a decision of the board that might affect an area used by that Aboriginal people that is outside the 5 board's area of jurisdiction, the board shall, in accordance with that land claim agreement, determine how to implement that right, so long as the number of members who are either nominated by a first nation, nominated or appointed by the Tlicho Government or appointed following consultation by the federal Minister with the first nations of the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii, as the case may be, and who are temporarily appointed to implement that right remains equal to the number of other members not including the chairperson.

3 The Act is amended by adding the following before section 58:

Acting after expiry of term

57.3 (1) If the chairperson of a board is of the opinion that it is necessary for a member of that board to contin- 20 ue to act after the expiry of the member's term in order for the board to make a decision in relation to the issuance, amendment, renewal or cancellation of a permit or licence, as the case may be, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the 25 member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, the office of the member is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Request

(2) The request shall be made at least two months before 30 the day on which the member's term expires.

Deemed acceptance

(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.

4 Section 67 of the Act is replaced by the follow- 35 ing:

Final decision

67 Subject to sections 32 and 72.13, subsections 125(1.2) and (4) and any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal,

Mise en œuvre du droit de représentation d'un autre peuple autochtone

15 Malgré toute autre disposition de la présente loi concernant ses membres, l'office, pour la prise de toute décision qui peut toucher une région qui ne relève pas de sa compétence, détermine la manière de mettre en œuvre, conformément à l'accord de revendication appli- 5 cable, tout droit de représentation du peuple autochtone qui utilise les ressources de cette région conféré par cet accord, à la condition que le nombre de membres nommés sur la proposition d'une première nation, de membres nommés par le gouvernement tlicho ou sur la 10 proposition du gouvernement tlicho, de membres nommés après consultation, par le ministre fédéral, des premières nations des régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii et de membres dont la nomination temporaire est néces- 15 saire pour mettre en œuvre ce droit demeure égal au nombre des autres membres, exception faite du président.

3 La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 58, de ce qui suit :

20

30

35

Attributions postérieures au mandat

57.3 (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'office dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, la modification, le renouvellement ou l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au 25 ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Délai

(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.

Fiction juridique

(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.

2014, ch. 2, par. 141(1)

4 L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Caractère définitif

67 Sous réserve des articles 32 et 72.13, des paragraphes 125(1.2) et (4) et de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de 40

2015-2016-2017-2018-2019 2 64-65-66-67-68 Eliz, II

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 4-7

amendment or cancellation of a licence, every decision or order of a board is final and binding.

5 The Act is amended by adding the following after section 79.3:

Cost Recovery

Obligation to pay

Sections 4-7

- **79.4 (1)** The applicant or a licensee shall pay to the federal Minister the following amounts and costs relating to the consideration of an application for a licence or for the amendment, renewal or cancellation of a licence:
 - (a) any amounts that are prescribed by the regulations 10 and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of a board or of its members;
 - **(b)** any costs incurred by a board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to 15 it by a third party; and
 - **(c)** any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the federal Minister.

Debt due to Her Majesty

(2) The amounts and costs that a person is to pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

2014, c. 2, s. 174(1)

6 Section 82 of the French version of the Act is re- 25 placed by the following:

Consultation des offices

82 Le ministre fédéral est tenu de consulter les offices en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les propositions de modification de ses textes d'application.

2014, c. 2, s. 177; 2015, c. 24, s. 31

7 Subsections 85(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

Notice

(4) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give prior notice of their entry to

la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'office sont définitives.

5 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 79.3, de ce qui suit :

Recouvrement des coûts

Obligation de paiement

- **79.4 (1)** Le demandeur ou le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux est tenu de payer au ministre fédéral les sommes et les frais ci-après liés à l'examen de la demande de permis d'utilisation des eaux ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation du permis :
 - **a)** les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'office ou de celles de ses membres;
 - **b)** les frais engagés par l'office pour les services régle- 15 mentaires qui lui ont été fournis par des tiers;
 - **c)** les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.

Créances de Sa Majesté

(2) Les sommes et les frais que l'intéressé est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des 20 créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

2014, ch. 2, par. 174(1)

20

6 L'article 82 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

25

Consultation des offices

82 Le ministre fédéral est tenu de consulter les offices en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les propositions de modification de ses textes d'application.

2014, ch. 2, art. 177; 2015, ch. 24, art. 31

7 Les paragraphes 85(4) à (6) de la même loi sont 30 remplacés par ce qui suit :

Préavis

(4) Dans les cas où il est indiqué de le faire, l'inspecteur donne aux premières nations des Gwichins ou du Sahtu, au gouvernement tlicho ou au gouvernement Gotine de

2015-2016-2017-2018-2019 3 64-65-66-67-68 Eliz. II

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi Articles 7-10

(a) the Gwich'in or Sahtu First Nation, if the entry is on its first nation lands;

- **(b)** the Tlicho Government, if the entry is on Tlicho lands; or
- **(c)** the Déline Got'ine Government, if the entry is on 5 Déline lands.

8 The Act is amended by adding the following after section 90.3:

Regulations respecting cost recovery

Sections 7-10

90.31 The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho 10 Government, the territorial Minister and the boards, make regulations respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 79.4, including prescribing the amounts and services for the purposes of that section and exempting any class of applicants or licensees 15 from the application of that section.

Regulations respecting consultation

90.32 The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho Government, the territorial Minister and the boards, make regulations establishing requirements respecting 20 any consultation that may be undertaken under this Part, whether or not it is expressly provided for, by any person or entity with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an Aboriginal people who uses an area outside the Mackenzie Valley, including the manner 25 in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of that consultation.

2014, c. 2, s. 194(2)

9 Subsection 96(4) of the Act is replaced by the following:

Reference to "licence"

(4) For the purposes of this Part, a reference to "licence" 30 in section 90.3, in the regulations made under that section and in sections 72.02, 79.4 and 92.02 to 92.04 includes a *licence* as defined in subsection (1).

2005, c. 1, s. 56

10 Subsection 99(3) of the Act is replaced by the following:

Deline un préavis de son intention de procéder à la visite des terres de la première nation, des terres tlichos ou des terres de Deline, selon le cas.

8 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 90.3, de ce qui suit :

5

Règlements: recouvrement des coûts

90.31 Le gouverneur en conseil peut, après consultation par le ministre fédéral des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et des offices, prendre des règlements concernant le recouvrement des sommes et des frais pour l'application de l'article 79.4, 10 notamment afin de prévoir les sommes et les services pour l'application de cet article et de soustraire à son application toute catégorie de demandeurs ou de titulaires d'un permis visé à cet article.

Règlements: consultations

90.32 Le gouverneur en conseil peut, après consultation 15 par le ministre fédéral des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et des offices, prendre des règlements établissant des exigences concernant toute consultation menée par toute personne ou entité dans le cadre de la présente partie, expressément 20 prévue ou non par celle-ci, auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie, notamment les modalités de consultation, et prévoyant la 25 délégation de certains aspects procéduraux de la consultation.

2014, ch. 2, par. 194(2)

9 Le paragraphe 96(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mention de « permis d'utilisation des eaux »

(4) Pour l'application de la présente partie, la mention de 30 « permis d'utilisation des eaux », à l'article 90.3 et dans les règlements pris en vertu de celui-ci, ainsi qu'aux articles 72.02, 79.4 et 92.02 à 92.04 vise également le *permis d'utilisation des eaux* au sens du paragraphe (1).

2005, ch. 1, art. 56

10 Le paragraphe 99(3) de la même loi est rem- 35 placé par ce qui suit :

Amendments to the Act

Sections 10-12

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 10-12

Applicable provisions

(3) For greater certainty, the provisions of Part 1 respecting the appointment, term of office and removal from office of members of a board and respecting the chairperson of a board, and the provisions of Part 3 respecting the appointment of members of a board, the quorum of a 5 board, its main office and members acting after the expiry of their term, continue to apply to a regional panel.

11 The Act is amended by adding the following after section 104:

Acting after expiry of term

105 (1) If the chairperson of the Board is of the opinion 10 that it is necessary for a member of the Board to continue to act after the expiry of that member's term in order for the Board to make a decision in relation to the issuance, amendment, renewal or cancellation of a permit or licence, as the case may be, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, the office of the member is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Request

(2) The request shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.

Deemed acceptance

(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.

12 The Act is amended by adding the following after section 109.2:

Cost Recovery

Regulations apply

109.3 Regulations made under section 90.31 apply to the recovery of amounts and costs relating to the consid- 30 eration of an application for a licence issued by the Board or for the amendment, renewal or cancellation of a licence as if a reference to "licence" in those regulations were a reference to a licence as defined in subsection

Consultations

Regulations apply

109.4 Regulations made under section 90.32 apply to any consultation that is undertaken by any person or

Dispositions applicables

(3) Il est entendu que les dispositions de la partie 1 concernant la nomination des membres, leur mandat, leur révocation et la présidence et celles de la partie 3 concernant la nomination des membres, le quorum, le siège et l'exercice de leurs attributions après l'expiration 5 de leur mandat continuent de s'appliquer à la formation régionale.

11 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104, de ce qui suit :

Attributions postérieures au mandat

105 (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office 10 dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, la modification, le renouvellement ou l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les 15 exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Délai

20

25

(2) La demande est présentée au moins deux mois avant 20 l'expiration du mandat.

Fiction juridique

(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.

12 La même loi est modifiée par adjonction, 25 après l'article 109.2, de ce qui suit :

Recouvrement des coûts

Règlements applicables

109.3 Les règlements pris en vertu de l'article 90.31 s'appliquent au recouvrement des sommes et des frais liés à l'examen des demandes de permis d'utilisation des 30 eaux délivré par l'Office ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation des permis, la mention de « permis d'utilisation des eaux » dans ces règlements valant mention de ce terme au sens du paragraphe 96(1).

Consultations

Règlements applicables

109.4 Les règlements pris en vertu de l'article 90.32 s'appliquent aux consultations menées par toute

Amendments to the Act Sections 12-15

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi Articles 12-15

entity in relation to the issuance, amendment, renewal, suspension or cancellation of a licence, permit or other authorization by the Board as if a reference to "licence" or "permit" in those regulations were a reference to a licence or permit as defined in subsection 96(1).

2014, c. 2, s. 199

13 Section 111.1 of the Act is replaced by the following:

Federal Minister — powers, duties and functions

111.1 The federal Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of any responsible minister who is a minister of the Crown in right of Canada for 10 the purposes of subsections 130(1) to (3), sections 131.2, 135 and 137.2 and subsection 142.21(10).

14 The Act is amended by adding the following after section 113:

Acting after expiry of term

113.1 (1) If the chairperson of the Review Board is of 15 the opinion that it is necessary for a member of the Review Board to continue to act after the expiry of that member's term in relation to an environmental assessment, an environment impact review or an examination of impact on the environment that stands in lieu of an 20 environmental impact review, as the case may be, of a proposal for a development, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that proposal until the requirements of this Part in relation to that environmental assessment, 25 environmental impact review or examination have been fulfilled. For the purpose of the appointment of a replacement, the office of the member is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Request

(2) The request shall be made at least two months before 30 the day on which the member's term expires.

Deemed acceptance

(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.

15 The Act is amended by adding the following 35 after section 117:

personne ou entité en lien avec la délivrance, le renouvellement, la modification, la suspension ou l'annulation, par l'Office, d'un permis d'utilisation des terres ou des eaux ou d'une autre autorisation, la mention de « permis d'utilisation des eaux » et de « permis d'utilisation des 5 terres » dans ces règlements valant mention de ces termes au sens du paragraphe 96(1).

2014, ch. 2, art. 199

13 L'article 111.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ministre fédéral: attributions

111.1 Pour l'application des paragraphes 130(1) à (3), 10 des articles 131.2. 135 et 137.2 et du paragraphe 142.21(10), le ministre fédéral exerce les attributions de tout ministre compétent qui est un ministre du gouvernement fédéral.

14 La même loi est modifiée par adjonction, 15 après l'article 113, de ce qui suit :

Attributions postérieures au mandat

113.1 (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office dont le mandat expire au cours de l'évaluation environnementale, de l'étude d'impact ou de l'examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude 20 d'impact d'un projet de développement, selon le cas, continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de ce projet jusqu'à ce que les exigences de la présente partie aient été 25 remplies à l'égard de cette évaluation environnementale, de cette étude d'impact ou de cet examen des répercussions environnementales. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Délai

(2) La demande est présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.

30

35

Fiction juridique

(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.

15 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 117, de ce qui suit :

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Prohibition — person or body carrying out development

Section 15

- **117.1** (1) The person or body that proposes to carry out a development shall not carry it out, in whole or in part, unless
 - (a) subject to subsection (2), the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) in respect of 5 the development:
 - **(b)** subject to subsection (2), the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2);
 - (c) subject to subsection (2), the person or body re- 10 ceives a copy of a report under subsection 125(6) stating that the development will not be a cause of public concern and either will not have a significant adverse impact on the environment or, in the case of a proposed development that is wholly within the bound- 15 aries of a local government, is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources;
 - (d) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental assessment under sec- 20 tion 126, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certificate issued under section 131.3, or an amended development certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development; or
 - (e) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental impact review under section 132, or an examination under section 138, 140 or 141, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certifi- 30 cate issued under section 137.4, or an amended development certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development.

No contravention

- (2) A person or body may carry out a development, in whole or in part, if it is carried out within the period
 - (a) starting on the day on which
 - (i) the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) with respect to the development,
 - (ii) the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2), or
 - (iii) the person or body receives a copy of a report under subsection 125(6) containing the conclusions

Interdiction — promoteur

Article 15

- **117.1** (1) Le promoteur d'un projet de développement ne peut réaliser — même en partie — le projet que si, selon le cas:
 - a) sous réserve du paragraphe (2), il reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) relativement au projet;
 - b) sous réserve du paragraphe (2), le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2);
 - c) sous réserve du paragraphe (2), le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie 10 du rapport d'examen indiquant que le projet ne sera pas la cause de préoccupations pour le public et soit qu'il n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement, soit, s'il doit être entièrement réalisé dans le territoire d'une administration lo- 15 cale, qu'il n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables;
 - d) dans le cas où le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article 126, le 20 promoteur le réalise en conformité avec les conditions énoncées dans le certificat original qui lui est délivré en application de l'article 131.3 ou le certificat modifié qui lui est délivré en application du paragraphe 142.21(17) relativement au projet;

25

35

40

e) dans le cas où le projet fait l'objet d'une étude d'impact en application de l'article 132 ou d'un examen en application des articles 138, 140 ou 141, le promoteur le réalise en conformité avec les conditions énoncées dans le certificat original qui lui est délivré en applica- 30 tion de l'article 137.4 ou le certificat modifié qui lui est délivré en application du paragraphe 142.21(17) relativement au projet.

Aucune contravention

- (2) Le promoteur peut réaliser même en partie le projet pendant la période :
 - a) qui commence le jour où, selon le cas :
 - (i) le promoteur reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) relativement au projet,
 - (ii) le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2),
 - (iii) le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie du rapport d'examen

2015-2016-2017-2018-2019 64-65-66-67-68 Eliz. II 7

40

Amendments to the Act

Sections 15-17

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Articles 15-17

set out in paragraph (1)(c) with respect to the development; and

(b) ending on the day on which that person or body receives notice of a referral to an environmental assessment under subsection 126(5).

Exception

(3) Subsection (1) does not apply if section 119 applies.

16 Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Notice of exemption

(1.1) If the development is exempted from preliminary screening for a reason referred to in paragraph (1)(a) or 10 (b), the regulatory authority or designated regulatory agency shall so notify the person or body that proposes to carry out the development in writing.

17 (1) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Delay

- (1.1) If the body determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern.
 - (a) a regulatory authority, a designated regulatory 20 agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination; or
 - **(b)** if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the 30 report of the determination.

Boards established under Part 3 or 4

(1.2) If a board established under Part 3 or 4 is the body that determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, 35 that board may issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of 40 énonçant les conclusions visées à l'alinéa (1)c) relativement au projet;

b) qui se termine le jour où le renvoi du projet à l'évaluation environnementale lui est notifié en application du paragraphe 126(5).

Exception

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas en cas d'application de l'article 119.

16 L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Avis

(1.1) Si le projet est soustrait à l'examen préalable pour 10 l'un des motifs mentionnés aux alinéas (1)a) ou b), l'autorité administrative ou l'organisme administratif désigné en avise par écrit le promoteur du projet.

17 (1) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui 15 suit:

Effet suspensif

- (1.1) Si le rapport visé au paragraphe (1) indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupa- 20 tions pour le public :
 - a) l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou le gouvernement tlicho, selon le cas, ne peut procéder à la délivrance des permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet avant 25 l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office;
 - b) dans le cas où de tels permis ou de telles autorisations ne sont pas nécessaires en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le pro- 30 moteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.

Office constitué en vertu des parties 3 ou 4

(1.2) Dans le cas où un office constitué en vertu des parties 3 ou 4 est l'organe chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura pas de 35 répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rap- 40 port par l'Office, à condition que la prise d'effet du

Amendments to the Act Section 17

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Article 17

that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.

Computation of time

(1.3) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development will not have a significant 5 adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, the 10-day period referred to in subsections (1.1) and (1.2) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.

(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Delay

(3) If a body determines under subsection (2) that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be 15 a cause of public concern,

- (a) a regulatory authority, a designated regulatory agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which 20 the Review Board receives the report of the determination; or
- (b) if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to 25 carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination.

Boards established under Part 3 or 4

(4) If a board established under Part 3 or 4 is the body that determines under subsection (2) that the develop- 30 ment is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, that board may issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board 35 receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.

permis ou de l'autorisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai au titre des paragraphes 126(2) ou (3).

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

Calcul du délai

(1.3) Dans le cas où plus d'un organe est chargé de l'examen préalable et que chacun indique dans son rapport 5 que le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, le délai de dix jours visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) commence à courir le jour suivant la réception par l'Office du dernier rapport de ces 10 organes.

(2) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Effet suspensif

10

(3) Si le rapport visé au paragraphe (2) indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet 15 n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public:

a) l'autorité administrative, l'organisme administratif 20 désigné ou le gouvernement tlicho, selon le cas, ne peut procéder à la délivrance des permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office;

25

30

b) dans le cas où de tels permis ou de telles autorisations ne sont pas nécessaire en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le promoteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.

Office constitué en vertu des parties 3 ou 4

(4) Dans le cas où un office constitué en vertu des parties 3 ou 4 est l'organe chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera 35 pas la cause de préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office, à condition que la prise d'effet du permis ou de l'au- 40 torisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai en vertu des paragraphes 126(2) ou (3).

Amendments to the Act Sections 17-22

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Articles 17-22

Computation of time

(5) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, the 10-day peri- 5 od referred to in subsections (3) and (4) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.

Copy of report

(6) A body that conducts a preliminary screening of a proposal shall provide a copy of its report to the person 10 or body that proposes to carry out the development.

2005, c. 1, s. 79

18 Section 129 of the Act is repealed.

2005, c. 1, s. 80(2); 2014, c. 2, s. 208(4)(F)

19 Subsection 130(5) of the Act is replaced by the following:

Effect of decision

(5) The federal Minister and responsible ministers shall 15 carry out a decision made under this section to the extent of their respective authorities. In addition, a first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected by a decision made under this section shall act in confor- 20 mity with the decision — including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 131.3, or an amended development certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the proposed development — to the extent of their respective au- 25 thorities.

20 Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.6):

Provision of decision

(1.7) The designated regulatory agency shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board. 30

21 Section 131.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Provision of decision

(1.1) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.

after section 131.2:

Calcul du délai

(5) Dans le cas où plus d'un organe est chargé de l'examen préalable et que chacun indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de préoccu- 5 pations pour le public, le délai de dix jours visé aux paragraphes (3) et (4) commence à courir le jour suivant la réception par l'Office du dernier rapport de ces organes.

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

Copie du rapport

(6) L'organe chargé de l'examen préalable fournit une copie du rapport au promoteur du projet.

10

35

2005, ch. 1, art. 79

18 L'article 129 de la même loi est abrogé.

2005, ch. 1, par. 80(2); 2014, ch. 2, par. 208(4)(F)

19 Le paragraphe 130(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mise en œuvre

(5) La mise en œuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents. 15 De plus, les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus, dans la mesure de leur compétence, de se conformer à cette décision, notamment en respectant les conditions énoncées dans le certi- 20 ficat original délivré en application de l'article 131.3 ou le certificat modifié délivré en application du paragraphe 142.21(17) relativement au projet en cause.

20 L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.6), de ce qui 25 suit:

Communication de la décision

(1.7) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).

21 L'article 131.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui 30 suit:

Communication de la décision

(1.1) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).

22 The Act is amended by adding the following 35 22 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 131.2, de ce qui suit :

Amendments to the Act Section 22

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 22

Development certificate

- 131.3 (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if
 - (a) the Review Board has made a determination under paragraph 128(1)(a) relating to that development and 5 neither an order nor a referral is made under either paragraph 130(1)(a) or (c) relating to that development within 10 days after the day on which the Review Board receives confirmation that the federal Minister received its report relating to that determination made under subsection 128(2); or
 - **(b)** the federal Minister and the responsible ministers adopt, under paragraph 130(1)(b), with or without modifications, the Review Board's recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii) and neither 15 the designated regulatory agency nor the Tlicho Government rejects that recommendation under paragraph 131(1)(b) or 131.1(1)(b), respectively.

Content of certificate

(2) A development certificate shall indicate that the environmental assessment of the development has been com- 20 pleted and that the person or body that proposes to carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and 25 comply with any other requirements set out in such an Act or law.

Conditions

- (3) A development certificate issued under paragraph (1)(b) shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply 30 with, namely, the implementation of the following measures:
 - (a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, without modifications, a recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii), the measures that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified in the recommendation; or
 - **(b)** if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt a recommendation made under 40 subparagraph 128(1)(b)(ii) with modifications, the measures that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under subparagraph 130(1)(b)(ii).

Certificat

- 131.3 (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement et le remet au promoteur, si, selon le cas:
 - a) il a fait la déclaration prévue à l'alinéa 128(1)a) relativement au projet et, dans les dix jours suivant celui 5 où il reçoit confirmation de la réception par le ministre fédéral du rapport d'évaluation qui lui a été adressé en application du paragraphe 128(2) et qui contient la déclaration, le ministre fédéral et les ministres compétents n'ont pas pris la mesure visée aux 10 alinéas 130(1)a) ou c) relativement au projet;
 - b) le ministre fédéral et les ministres compétents acceptent, en vertu de l'alinéa 130(1)b), avec ou sans modifications, la recommandation faite par l'Office en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii) et ni l'organisme ad- 15 ministratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalus des paragraphes 131(1) et 131.1(1), respectivement, pour la rejeter.

Précisions

(2) Le certificat précise que l'évaluation environnementale du projet est terminée et que le promoteur peut réali- 20 ser le projet, à condition de respecter les conditions qui y sont énoncées, d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par de telles lois ou règles 25 de droit.

Conditions

- (3) Le certificat délivré en application de l'alinéa (1)b) énonce les conditions que le promoteur est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en œuvre des mesures suivantes:
 - a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation faite en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii), les mesures précisées dans celle-ci qui doivent être mises en œuvre en tout ou en partie par le promoteur;

30

35

40

b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation, les mesures qui doivent être mises en œuvre en tout ou en partie par le promoteur et qui sont précisées dans la décision qu'ils ont prise en vertu de l'alinéa 130(1)b).

2015-2016-2017-2018-2019 11 64-65-66-67-68 Eliz, II

Amendments to the Act **Sections 22-23**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 22-23

Time limit

- (4) A development certificate shall be issued,
 - (a) in the case of paragraph (1)(a), within 20 days after the expiry of the 10-day time limit set out in that paragraph; or
 - **(b)** in the case of paragraph (1)(b), within 30 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.

Extension of time limit

(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account 10 circumstances that are specific to the proposal.

Provision of certificate

(6) The Review Board shall provide a copy of the development certificate to the federal Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 130(4).

Statutory Instruments Act

(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Duty - regulatory authorities

131.4 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 131.3(3) into any licence, permit or other 20 authorization that it issues, amends or renews.

23 (1) Subsection 136(1) of the Act is replaced by the following:

Distribution of decision

136 (1) The federal Minister shall distribute a decision made under section 135 to the Review Board and to every 25 first nation, local government, regulatory authority and department or agency of the territorial or federal government affected by the decision.

2005, c. 1, s. 85; 2014, c. 2, s. 214(3)(F)

(2) Subsection 136(2) of the Act is replaced by the following:

Effect of decision

(2) The federal Minister and responsible ministers shall carry out a decision made under section 135 to the extent of their respective authorities. In addition, a first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected 35

Délai

- (4) Le certificat est délivré:
 - a) s'agissant de l'alinéa (1)a), dans les vingt jours suivant l'expiration du délai de dix jours visé à cet alinéa;
 - **b)** s'agissant de l'alinéa (1)b), dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en 5 cause ont été communiquées à l'Office.

Prolongation du délai

(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

10

30

Communication du certificat

(6) L'Office fournit une copie du certificat au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 130(4).

Loi sur les textes réglementaires

(7) Les certificats ne sont pas des textes réglementaires 15 pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Obligation des autorités administratives

131.4 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 20 131.3(3).

23 (1) Le paragraphe 136(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Communication de la décision ministérielle

136 (1) Le ministre fédéral communique la décision prise en vertu de l'article 135 à l'Office, aux premières na- 25 tions, administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci et aux ministères et organismes fédéraux et territoriaux concernés.

2005, ch. 1, art. 85; 2014, ch. 2, par. 214(3)(F)

(2) Le paragraphe 136(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mise en œuvre

(2) La mise en œuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents. De plus, les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus, dans la mesure de leur 35

2015-2016-2017-2018-2019 12 64-65-66-67-68 Eliz. II

Amendments to the Act Sections 23-26

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Articles 23-26

by a decision made under that section shall act in conformity with the decision — including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 137.4, or an amended development certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the pro- 5 posed development — to the extent of their respective au-

thorities. 24 Section 137 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Provision of decision

(2.1) The designated regulatory agency shall provide a 10 decision made under subsection (1) to the Review Board.

25 Section 137.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Provision of decision

(2.1) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.

26 The Act is amended by adding the following after section 137.3:

Development certificate

- **137.4** (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if
 - (a) the federal Minister and the responsible ministers adopt, under subsection 135(1), with or without modifications, the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be approved, with or 25 without mitigative or remedial measures or a followup program, and neither the designated regulatory agency nor the Tlicho Government rejects that recommendation under paragraph 137(1)(b) or 137.1(1)(b), respectively; or
 - **(b)** the federal Minister and the responsible ministers reject, under subsection 135(1), the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be rejected and, if applicable, the designated regulatory agency and the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 137(1)(b) 137.1(1)(b), respectively.

Content of certificate

(2) A development certificate shall indicate that the environmental impact review of the development has been 40 completed and that the person or body that proposes to

compétence, de se conformer à cette décision, notamment en respectant les conditions énoncées dans le certificat original délivré en application de l'article 137.4 ou le certificat modifié délivré en application du paragraphe 142.21(17) relativement au projet en cause.

24 L'article 137 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Communication de la décision

(2.1) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).

25 L'article 137.1 de la même loi est modifié par 10 adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Communication de la décision

(2.1) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).

26 La même loi est modifiée par adjonction, 15 après l'article 137.3, de ce qui suit :

Certificat

- **137.4** (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement et le remet au promoteur, si, selon
 - a) le ministre fédéral et les ministres compétents ac- 20 ceptent, en vertu du paragraphe 135(1), avec ou sans modifications, la recommandation de la formation de l'Office — faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2) – d'agréer le projet avec ou sans mesures correctives ou d'atténuation ou programme de 25 suivi et ni l'organisme administratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalus des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement, pour la rejeter;
 - b) le ministre fédéral et les ministres compétents rejettent, en vertu du paragraphe 135(1), la recomman- 30 dation de la formation de l'Office — faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2) — de rejeter le projet et, s'il y a lieu, l'organisme administratif désigné et le gouvernement tlicho la rejettent en vertu des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement.

35

Précisions

(2) Le certificat précise que l'étude d'impact du projet est terminée et que le promoteur peut réaliser le projet, à condition de respecter les conditions qui y sont énoncées,

Amendments to the Act

Section 26

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi Article 26

carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and comply with any other requirements set out in such an 5 Act or law.

d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par de telles lois ou règles de droit.

Conditions

- (3) A development certificate shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply with, namely, the implementation of the following measures or programs:
 - (a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, without modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial measures or a follow-up program, the mea- 15 sures or the program that is to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified in the recommendation;
 - (b) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial measures or a follow-up program, the measures or the program that is to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those 25 ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b);
 - (c) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the 30 proposal for the development without mitigative or remedial measures or a follow-up program, the measures or the program that is to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under para- 35 graph 135(1)(b); or
 - (d) if the federal Minister and the responsible ministers agree to reject a recommendation made under subsection 134(2) to reject the proposal for the development, the mitigative or remedial measures or the 40 follow-up program that is to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b).

Time limit

(4) A development certificate shall be issued within 30 45 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.

Conditions

10

- (3) Le certificat énonce les conditions que le promoteur 5 est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en œuvre des mesures et programmes suivants:
 - a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation 10 d'agréer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures ou le programme de suivi précisés dans la recommandation qui doivent être mis en œuvre en tout ou partie par le promoteur;

15

35

- b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agréer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures ou le programme de suivi qui doivent être mis en œuvre en tout ou en partie par le promoteur et qui sont précisés dans la décision qu'ils ont prise en vertu de l'alinéa 135(1)b);
- c) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agréer le projet sans mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures ou 25 le programme de suivi qui doivent être mis en œuvre en tout ou en partie par le promoteur et qui sont précisés dans la décision qu'ils ont prise en vertu de l'alinéa 135(1)b);
- d) s'ils ont rejeté la recommandation de rejeter le pro- 30 jet, les mesures correctives ou d'atténuation ou le programme de suivi qui doivent être mis en œuvre en tout ou en partie par le promoteur et qui sont précisés dans la décision qu'ils ont prise en vertu de l'alinéa 135(1)b).

Délai

(4) Le certificat est délivré dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en cause ont été communiquées à l'Office.

Amendments to the Act **Sections 26-29**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ...

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Articles 26-29

Extension of time limit

(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Provision of certificate

(6) The Review Board shall provide a copy of the development certificate to the federal Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 136(2).

Statutory Instruments Act

(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Duty - regulatory authorities

137.5 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 137.4(3) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.

2005, c. 1, s. 87

27 Subsection 138(2) of the Act is replaced by the 15 following:

Provisions applicable

(2) An examination by a review panel referred to in subsection (1) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any 20 modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel shall not be referred back to the panel for further consideration.

2005, c. 1, s. 88

28 Subsection 140(4) of the Act is replaced by the 25 following:

Provisions applicable

(4) An examination by a joint panel established under subsection (2) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any 30 modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel shall not be referred back to the panel for further consideration.

2005, c. 1, s. 89(2)

29 Subsection 141(6) of the Act is replaced by the 35 following:

Prolongation du délai

(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Communication du certificat

(6) L'Office fournit une copie du certificat au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 136(2).

Loi sur les textes réglementaires

(7) Les certificats ne sont pas des textes réglementaires pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Obligation des autorités administratives

137.5 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 137.4(3).

15

2005, ch. 1, art. 87

27 Le paragraphe 138(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application de certaines dispositions

(2) L'examen effectué par cette commission tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les 20 adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la commission pour réexamen.

2005, ch. 1, art. 88

28 Le paragraphe 140(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application de certaines dispositions

(4) L'examen effectué par cette formation conjointe tient 25 lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la formation conjointe pour réexamen.

2005, ch. 1, par. 89(2)

29 Le paragraphe 141(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2015-2016-2017-2018-2019 15 64-65-66-67-68 Eliz. II

Amendments to the Act Sections 29-30

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 29-30

Provisions applicable

(6) An examination by a review panel or joint panel referred to in subsection (2) or (3) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal referred to in that subsection and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifica- 5 tions that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel shall not be referred back to the panel for further consideration.

30 The Act is amended by adding the following after section 142:

Cost Recovery

Obligation to pay

142.01 (1) The person or body that proposes to carry out the development shall pay to the federal Minister the following amounts and costs relating to an environmental assessment, an environmental impact review or an examination — carried out by a review panel, or a joint panel, established jointly by the Review Board and any other person or body — that stands in lieu of an environmental impact review:

- (a) any amounts that are prescribed by the regulations 20 and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Review Board or its members or of members of the Review Board's review panels or of a review panel or a joint panel;
- (b) any costs incurred by the Review Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and
- (c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and 30 performance of the duties and functions of the federal Minister.

Scope

- (2) For the purposes of subsection (1), the services, powers, duties or functions described in that subsection are limited to those provided, exercised or performed
 - (a) during the period that begins when a proposed development is referred to the Review Board under section 125, or when a person or body that proposes to carry out a development is given notice under subsection 126(5), and ends when a copy of the final decision 40 under the process set out in this Part is issued to that person or body; or

Application de certaines dispositions

(6) L'examen effectué par la formation conjointe ou la commission conjointe tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée 5 à la formation conjointe ou à la commission conjointe pour réexamen.

30 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142, de ce qui suit :

10

25

35

Recouvrement des coûts

Obligation de paiement

142.01 (1) Le promoteur d'un projet de développement est tenu de payer au ministre fédéral les sommes et les frais ci-après liés à l'évaluation environnementale, à l'étude d'impact ou à l'examen – par une formation conjointe ou une commission conjointe établie par l'Of- 15 fice et une autre autorité - qui tient lieu d'étude d'impact:

- a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de celles de ses membres ou des membres de ses formations, de la for- 20 mation conjointe ou de la commission conjointe;
- b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;
- c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.

Champ d'application

- (2) Pour l'application du paragraphe (1), les services et les attributions en cause se limitent à ceux fournis ou exercés au cours de l'une des périodes suivantes :
 - a) à partir du moment où le projet de développement fait l'objet d'un renvoi effectué en application de l'ar- 30 ticle 125 – ou de la notification prévue au paragraphe 126(5) – jusqu'au moment où une copie de la décision définitive formulée dans le cadre du processus prévu par la présente partie est remise au promoteur du projet;

2015-2016-2017-2018-2019 64-65-66-67-68 Eliz, II

Amendments to the Act **Sections 30-31**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 30-31

(b) during any period prescribed by the regulations that is within the period referred to in paragraph (a).

Debt due to Her Majesty

(3) The amounts and costs that a person or body that proposes to carry out a development is to pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right 5 of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

31 The Act is amended by adding the following after section 142.2:

Amendment of Certificate

Examination

142.21 (1) With the approval of the federal Minister, the Review Board may, on its own initiative or at the request of the person or body to which a development certificate was issued under section 131.3 or 137.4 or any interested person, examine the conditions of that certificate if

- (a) the conditions are not achieving their intended purpose or are having effects that are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued;
- **(b)** the circumstances relating to the development are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued; or
- **(c)** technological developments or new information provides a more efficient method of achieving the in- 25 tended purpose of the conditions.

Minister's initiative

(2) The Review Board shall examine the conditions set out in a development certificate that it has issued if the federal Minister is of the opinion that any of paragraphs (1)(a) to (c) applies and so advises the Review Board.

Notice

(3) The Review Board shall notify the person or body and the federal Minister in writing of an examination undertaken under subsection (1) or the person or body of an examination undertaken under subsection (2).

Conduct of examination

(4) The Review Board may conduct its examination of 35 the conditions in the manner that it considers appropriate in the circumstances.

b) toute période réglementaire comprise dans la période visée à l'alinéa a).

Créances de Sa Majesté

(3) Les sommes et les frais que le promoteur est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

31 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142.2, de ce qui suit :

10

20

Modification du certificat

Examen des conditions : Office

142.21 (1) Avec l'approbation du ministre fédéral, l'Office peut, de sa propre initiative ou sur demande du promoteur ou de tout intéressé, examiner les conditions prévues dans le certificat qu'il a délivré si, selon le cas :

- **a)** elles ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs 15 ou produisent des effets très différents de ceux prévus lors de la délivrance du certificat;
- **b)** le contexte dans lequel s'inscrit le projet de développement est très différent de celui qui était alors prévu;
- **c)** des progrès techniques ou de nouvelles connaissances offrent des moyens plus efficaces d'atteindre les objectifs en question.

Initiative ministérielle

(2) L'Office examine également les conditions dans le cas où le ministre fédéral l'avise qu'il est parvenu à l'une ou 25 l'autre des conclusions visées aux alinéas (1)a) à c).

Avis

30

20

(3) Il avise par écrit le ministre fédéral de tout examen effectué en vertu du paragraphe (1) et le promoteur, de tout examen effectué en vertu des paragraphes (1) ou (2).

Modalités de l'examen

(4) Il fixe les modalités de l'examen qu'il estime indi- 30 quées dans les circonstances.

2015-2016-2017-2018-2019 17 64-65-66-67-68 Eliz. II

An Act to amend the Mackenzie Valley Resource Management Act and the Canada Petroleum Resources Act and to make consequential amendments.

Section 31

PART 1 Mackenzie Valley Resource Management Act Amendments to the Act

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Report

- (5) Within five months after the day on which the federal Minister gives the Review Board his or her approval under subsection (1) or advises the Review Board of his or her opinion under subsection (2), the Review Board shall submit a written report to the federal Minister that con- 5 tains
 - (a) an assessment of the conditions in force; and
 - **(b)** its recommendations as to the conditions that should apply in respect of the development.

Extension of time limit by federal Minister

(6) The federal Minister may, at the request of the Re- 10 view Board, extend the time limit referred to in subsection (5) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the development.

Extension of time limit by Governor in Council

(7) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit 15 extended under subsection (6) any number of times.

Excluded period

(8) If the Review Board requires the person or body to which the development certificate in question was issued to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the 20 period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit or of its extension.

Report to ministers

(9) The federal Minister shall distribute the Review 25 Board's report to every responsible minister.

Ministers' decision

- (10) The federal Minister and the responsible ministers may agree, in respect of each recommendation in that report, either to
 - (a) accept it;
 - (b) refer it back to the Review Board for further consideration; or
 - (c) after consulting the Review Board, adopt it with modifications.

Distribution of decision

(11) The federal Minister shall distribute a decision 35 made under subsection (10) to the Review Board and to

Rapport

Article 31

- (5) Dans les cinq mois suivant l'approbation visée au paragraphe (1) ou la réception de l'avis visé au paragraphe (2), il présente au ministre fédéral un rapport écrit faisant état :
 - a) de son évaluation des conditions en vigueur;
 - **b)** de ses recommandations quant aux conditions dont devrait être assortie la réalisation du projet.

5

20

Prolongation du délai par le ministre fédéral

(6) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (5) pour tenir compte des circonstances particu- 10 lières du projet.

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(7) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (6).

Période exclue

(8) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet 15 qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai ou de sa prolongation.

Rapport de l'Office

(9) Le ministre fédéral transmet le rapport de l'Office à tout ministre compétent.

Décision ministérielle

(10) Le ministre fédéral et les ministres compétents peuvent, d'un commun accord, à l'égard de chaque recommandation concernant les conditions, soit l'accepter, 25 soit la renvoyer à l'Office pour réexamen, soit, après avoir consulté ce dernier, l'accepter avec modifications.

Communication de la décision

(11) Le ministre fédéral est chargé de communiquer la décision ainsi rendue à l'Office, aux premières nations,

Amendments to the Act Section 31

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 31

every first nation, local government, regulatory authority and department and agency of the federal or territorial government affected by the decision.

Time limits

(12) The federal Minister shall distribute a decision made under this section within three months after the 5 day on which the federal Minister receives the Review Board's report under subsection (5).

Extension of time limit by federal Minister

(13) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (12) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the 10 development.

Extension of time limit by Governor in Council

(14) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (13) any number of times.

Time limit — further consideration

(15) If a recommendation is referred back to the Review 15 Board for further consideration under paragraph (10)(b), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (12) or of its extension.

Excluded period

(16) If the federal Minister or the Review Board requires 20 the person or body to which the development certificate in question was issued to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the Review Board's 25 opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (12) or of its extension.

Amended development certificate

(17) Within 30 days after the day on which the Review Board receives the decision under subsection (10), it shall 30 issue an amended development certificate that sets out the conditions contained in that decision.

Application

(18) Subsections 131.3(2), (6) and (7) or subsections 137.4(2), (6) and (7) apply, as the case may be, to an amended development certificate.

administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci ainsi qu'aux ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial concernés.

Délai

(12) La communication de la décision est faite dans les trois mois suivant la réception par le ministre fédéral du 5 rapport de l'Office.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

(13) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (12) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(14) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommanda- 10 tion du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (13).

Délai: réexamen

(15) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu du paragraphe (10) pour réexamen, la 15 période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.

Période exclue

(16) Dans le cas où le ministre fédéral ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseigne- 20 ments ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.

25

30

Certificat modifié

(17) Dans les trente jours suivant la réception de la décision rendue en vertu du paragraphe (10), l'Office délivre à l'égard du projet un certificat modifié faisant état des conditions, énoncées dans la décision, dont est assortie sa réalisation.

Application

(18) Les paragraphes 131.3(2), (6) et (7) ou 137.4(2), (6) et (7), selon le cas, s'appliquent au certificat modifié.

2015-2016-2017-2018-2019 19 64-65-66-67-68 Eliz, II

Amendments to the Act

Section 31

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 31

Duty – regulatory authorities

142.22 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 142.21(17) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.

Developments not Carried Out

Development certificate not valid

142.23 (1) A development certificate issued under section 131.3 or 137.4 ceases to be valid five years after the day on which it is issued, if the proposed development for which the certificate is issued is not commenced within those five years.

Amended development certificate not valid

(2) An amended development certificate issued under subsection 142.21(17) ceases to be valid five years after the day on which the certificate in relation to that development is issued under section 131.3 or 137.4, as the case may be, if the proposed development for which the certificate is issued is not commenced within those five years.

Prohibition

(3) It is prohibited to carry out a proposed development, in whole or in part, if the development certificate or amended development certificate issued in relation to it 20 has ceased to be valid.

New environmental assessment

(4) If a development certificate or amended development certificate has ceased to be valid, the person or body that proposes to carry out the development may make a request to the Review Board that it conduct a new environmental assessment of the proposed development and, in that case, the proposal is deemed to be referred to the Review Board under section 125.

Consideration of previous assessment activities

(5) In conducting the new environmental assessment, the Review Board shall consider, and may rely on, any assessment activities previously carried out under this Part in respect of the proposed development.

Obligation des autorités administratives

142.22 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 142.21(17).

5

10

Projets non réalisés

Certificat non valide

142.23 (1) Tout certificat original délivré en application des articles 131.3 ou 137.4 cesse d'être valide cinq ans après la date de sa délivrance si la réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai.

Certificat modifié non valide

(2) Tout certificat modifié délivré en application du paragraphe 142.21(17) relativement à un projet de développement cesse d'être valide cinq ans après la date de la délivrance du certificat original en application des articles 131.3 ou 137.4, selon le cas, relativement à ce projet si la 15 réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai.

Interdiction

(3) Il est interdit de réaliser — même en partie — le projet en question après la cessation de validité du certificat, original ou modifié.

Nouvelle évaluation environnementale

(4) En cas de cessation de validité du certificat — original 20 ou modifié —, le promoteur peut demander à l'Office de procéder à une nouvelle évaluation environnementale du projet; le cas échéant, l'affaire est réputée renvoyée à l'Office, au titre de l'article 125, pour qu'il procède à cette évaluation.

Prise en compte des travaux antérieurs

(5) Dans le cadre de cette nouvelle évaluation environnementale, l'Office tient compte des travaux d'évaluation déjà effectués au titre de la présente partie à l'égard du projet et peut s'appuyer sur ceux-ci.

2015-2016-2017-2018-2019 20 64-65-66-67-68 Eliz. II

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Administration and Enforcement

Designation

Designation

Section 31

142.24 The federal Minister may designate any qualified person, or a class of qualified persons, as an inspector to exercise powers relating to verifying compliance or 5 preventing non-compliance with this Part and orders made under section 142.29.

Powers

Authority to enter

142.25 (1) An inspector may, for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29, enter a place in which they have reasonable grounds to believe that a development is being carried out or a document or any thing relating to a development is located.

Powers on entry

- (2) The inspector may, for the purposes referred to in 15 (2) Il peut, à ces mêmes fins: subsection (1),
 - (a) examine anything in the place;
 - **(b)** use any means of communication in the place or cause it to be used:
 - (c) use any computer system in the place or cause it to 20 be used to examine data contained in or available to that system;
 - (d) prepare a document or cause one to be prepared based on the data:
 - (e) use any copying equipment in the place or cause it 25 to be used:
 - (f) remove anything from the place for examination or copying;
 - (g) take photographs and make recordings or sketch-
 - (h) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the inspector's satisfaction or to stop or start an activity;

Exécution et contrôle d'application

Désignation

Désignation

142.24 Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée – à titre d'inspecteur pour 5 exercer des pouvoirs relativement à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres.

Pouvoirs 10

Accès au lieu

142.25 (1) L'inspecteur peut, pour vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou en prévenir le non-respect, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un projet de développement y est réalisé ou qu'un document 15 ou une autre chose relatif à un projet de développement s'y trouve.

Autres pouvoirs

- - a) examiner toute chose se trouvant dans le lieu;
 - b) faire usage, directement ou indirectement, des 20 moyens de communication se trouvant dans le lieu;
 - c) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès:

25

- d) établir ou faire établir tout document à partir de ces données:
- e) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction se trouvant dans le lieu;
- f) emporter toute chose se trouvant dans le lieu à des 30 fins d'examen ou pour en faire des copies;
- g) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;
- h) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, 35 son identité ou d'arrêter ou de reprendre toute activi-

Amendments to the Act **Section 31**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 31

- (i) order the owner or person having possession, care or control of anything in the place to not move it or to restrict its movement for as long as, in the inspector's opinion, is necessary;
- (j) direct any person to put any machinery, vehicle or 5 equipment in the place into operation or to cease operating it; and
- (k) prohibit or limit access to all or part of the place.

Certificate

(3) The federal Minister shall provide every inspector with a certificate of designation. On entering any place, the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the occupant or person in charge of the place.

Duty to assist

(4) The owner or person in charge of the place and every person in it shall give all assistance that is reasonably required to enable the inspector to verify compliance or prevent non-compliance with this Part or orders made under section 142.29 and shall provide any documents, data or information that are reasonably required for that purpose.

Notice

- **(5)** An inspector shall, if it is reasonable to do so, give 20 prior notice of their entry to
 - (a) the Gwich'in or Sahtu First Nation, if the entry is on its first nation lands;
 - **(b)** the Tlicho Government, if the entry is on Tlicho lands.

Warrant for dwelling-house

142.26 (1) If the place referred to in subsection 142.25(1) is a dwelling-house, the inspector may only enter it with the occupant's consent or under the authority of a warrant issued under subsection (2).

Authority to issue warrant

- **(2)** On *ex parte* application, a justice of the peace may issue a warrant authorizing the inspector who is named in it to enter a dwelling-house, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice of the peace is satisfied by information on oath that
 - (a) the dwelling-house is a place referred to in subsection 142.25(1);
 - **(b)** entry to the dwelling-house is necessary for the purpose of verifying compliance or preventing

- i) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;
- j) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se trouvant dans le lieu;
- k) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.

Certificat

(3) Le ministre fédéral remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité; celui-ci le présente, sur demande, au responsable ou à l'occupant du lieu.

Assistance

(4) Le propriétaire ou le responsable du lieu, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre de vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou d'en prévenir le non-respect, et de lui fournir les documents, données et renseignements qu'il peut valablement exiger.

Préavis

25

(5) Dans les cas où il est indiqué de le faire, l'inspecteur 20 donne aux premières nations des Gwichins ou du Sahtu ou au gouvernement tlicho un préavis de son intention de procéder à la visite des terres de la première nation ou des terres tlichos, selon le cas.

Mandat: maison d'habitation

142.26 (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y entrer sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (2).

Délivrance du mandat

- **(2)** Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les conditions ciaprès sont réunies :
 - **a)** la maison d'habitation est un lieu visé au para- 35 graphe 142.25(1);

Amendments to the Act

Section 31

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

non-compliance with this Part or orders made under section 142.29; and

(c) entry was refused by the occupant or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused or that consent to entry cannot be obtained from the 5 occupant.

Entering private property

142.27 (1) For the purpose of gaining entry to a place referred to in subsection 142.25(1), an inspector may enter and pass through private property. For greater certainty, no person has a right to object to that use of the 10 property and no warrant is required for the entry, unless the property is a dwelling-house.

Person accompanying inspector

(2) A person may, at the inspector's request, accompany the inspector to assist them in gaining entry to the place referred to in subsection 142.25(1) and is not liable for 15 doing so.

Use of force

142.28 In executing a warrant to enter a dwelling-house, an inspector is not permitted to use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant and the inspector is accompanied by a peace officer.

Orders

Measures required

142.29 (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that there is a contravention of this Part, they may, among other things, order a person to

- (a) stop doing something that is in contravention of this Part or cause it to be stopped; or
- **(b)** take any measure that is necessary in order for the person to comply with this Part or to mitigate the effects of the contravention.

Notice

- **(2)** The order shall be provided in the form of a written notice and shall include
 - (a) a statement of the reasons for the order; and
 - **(b)** the time and manner in which the order is to be carried out.

- **b)** l'entrée est nécessaire à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres;
- **c)** soit l'occupant a refusé l'entrée à l'inspecteur, soit il 5 y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas ou qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'occupant.

Entrée dans une propriété privée

142.27 (1) L'inspecteur peut, pour accéder au lieu visé au paragraphe 142.25(1), entrer dans une propriété privée et y passer; il est entendu que nul ne peut s'y opposer et qu'aucun mandat n'est requis, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation.

Personne accompagnant l'inspecteur

(2) Toute personne peut, à la demande de l'inspecteur, accompagner celui-ci en vue de l'aider à accéder au lieu, 15 et ce, sans encourir de poursuites à cet égard.

Usage de la force

142.28 L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution d'un mandat autorisant l'entrée dans une maison d'habitation que si celui-ci en autorise expressément l'usage et qu'il est accompagné d'un agent de la 20 paix.

Ordres

Mesures exigées

142.29 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a contravention à la présente partie, l'inspecteur peut notamment ordonner à toute personne :

a) de cesser de faire toute chose en contravention de la présente partie ou de la faire cesser;

25

30

b) de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente partie ou pour atténuer les effets découlant de la contravention.

Avis

(2) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.

Sections 31-32

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Articles 31-32

Measures taken by inspector

142.3 (1) If a person does not comply with an order made under section 142.29 within the time specified, the inspector may, on their own initiative, take the measures specified in the order.

Recovery of Her Majesty's costs

(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her 5 Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1) constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction.

Coordination

Activities — inspectors

142.31 An inspector shall coordinate their activities with those of any inspector designated under Part 3 and any person designated for the purposes of verifying compliance or preventing non-compliance with any other Act of Parliament or territorial law so as to ensure efficiency 15 and avoid duplication.

32 (1) Subsection 143(1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (g):

(h) respecting the recovery of amounts and costs for 20 the purposes of section 142.01, including prescribing the amounts, services and period for the purposes of that section and exempting any class of person or body that proposes to carry out the development from the application of that section; and

(i) establishing requirements respecting any consultation that may be undertaken under this Part, whether or not it is expressly provided for, with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an Aboriginal people who uses an area outside the 30 Mackenzie Valley, including the manner in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of that consultation.

2005, c. 1, s. 90(3)

(2) Subsection 143(2) of the Act is replaced by the following:

Consultation with Review Board

(2) Regulations may only be made under any of paragraphs (1)(a) and (d) to (i), and regulations made under paragraph (1)(b) or (c) may only be amended, following consultation by the federal Minister with the Review Board.

Prise de mesures par l'inspecteur

142.3 (1) Si la personne ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu de l'article 142.29 dans le délai imparti, l'inspecteur peut, de sa propre initiative, prendre les mesures qui y sont précisées.

Recouvrement des frais

(2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada 5 au titre du paragraphe (1) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne.

10 Coordination

Activités des inspecteurs

142.31 Les inspecteurs coordonnent leurs activités avec 10 celles des inspecteurs désignés en vertu de la partie 3 et des personnes désignées pour vérifier le respect de toute autre loi fédérale ou de toute règle de droit territoriale — ou en prévenir le non-respect — par souci d'efficacité et pour éviter tout double emploi.

15

35

32 (1) Le paragraphe 143(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit:

h) régir le recouvrement des sommes et des frais pour l'application de l'article 142.01, notamment prévoir les 20 sommes, les services et la période pour l'application de cet article et soustraire à son application toute catégorie de promoteurs;

i) établir des exigences concernant toute consultation menée par toute personne ou entité dans le cadre de la 25 présente partie, expressément prévue ou non par celle-ci, auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie, notamment les modalités de consultation, et prévoir la délégation de certains aspects procéduraux de la consultation.

2005, ch. 1, par. 90(3)

(2) Le paragraphe 143(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consultation de l'Office

(2) La prise de tout règlement en vertu des alinéas (1)a) et d) à i) et la modification des règlements pris en vertu des alinéas (1)b) et c) sont en outre subordonnées à la consultation, par le ministre fédéral, de l'Office.

2015-2016-2017-2018-2019 24 64-65-66-67-68 Eliz, II

40

Amendments to the Act Sections 32-34

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Articles 32-34

Consultation with boards established under Parts 3 and 4

(2.1) In addition, the federal Minister shall consult the boards established under Parts 3 and 4 before making or amending any regulations under paragraph (1)(i) that relate to any consultation undertaken by one of those boards in relation to a preliminary screening.

33 The Act is amended by adding the following after section 143:

Incorporation by reference — limitation removed

143.1 The limitation set out in paragraph 18.1(2)(a) of the Statutory Instruments Act to the effect that a document must be incorporated as it exists on a particular 10 date does not apply to the powers to make regulations under this Part.

34 The Act is amended by adding the following after section 144:

Prohibitions, Offences and **Punishment**

Obstruction

144.01 It is prohibited to knowingly obstruct or hinder an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.

False statements or information

144.02 It is prohibited to knowingly make a false or 20 misleading statement or knowingly provide false or misleading information in connection with any matter under this Part to any person who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.

Offence

144.03 (1) Every person or body that proposes to carry 25 out a development and that contravenes section 117.1 and every person who contravenes subsection 142.23(3) or an order made under subsection 142.29(1) is guilty of an offence and is liable on summary conviction

- (a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 30 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and
- **(b)** for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Consultation des offices constitués en vertu des parties 3 ou 4

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

(2.1) En outre, la prise ou la modification de tout règlement en vertu de l'alinéa (1)i) est, en ce qui a trait aux consultations menées par l'un ou l'autre des offices constitués en vertu des parties 3 ou 4 dans le cadre de l'examen préalable d'un projet de développement, subor- 5 donnée à la consultation, par le ministre fédéral, de ces offices.

33 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 143, de ce qui suit :

Incorporation par renvoi — restriction levée

143.1 La restriction prévue à l'alinéa 18.1(2)a) de la *Loi* 10 sur les textes réglementaires selon laquelle le document doit être incorporé par renvoi dans sa version à une date donnée ne s'applique pas aux pouvoirs de prendre des règlements conférés par la présente partie.

34 La même loi est modifiée par adjonction, 15 après l'article 144, de ce qui suit :

15 Interdictions, infractions et peines

Entrave

144.01 Il est interdit d'entraver sciemment l'action de tout inspecteur dans l'exercice des attributions que lui confère la présente partie.

20

35

Déclarations et renseignements faux ou trompeurs

144.02 Il est interdit de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs, relativement à toute question visée par la présente partie, à toute personne qui agit dans l'exercice des attributions que cette 25 partie lui confère.

Infraction

144.03 (1) Le promoteur d'un projet de développement qui contrevient à l'article 117.1 ou quiconque contrevient au paragraphe 142.23(3) ou à l'ordre donné en vertu du paragraphe 142.29(1) commet une infraction et est pas- 30 sible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire:

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;
- b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

Amendments to the Act Section 34

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Article 34

Obstruction or false statements or information

(2) Every person who contravenes section 144.01 or 144.02 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Continuing offences

(3) An offence under subsection (1) that is committed or 5 continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.

Due diligence defence

(4) No one is to be convicted of an offence under subsection (1) if they establish that they exercised due diligence 10 to prevent the commission of the offence.

Limitation period or prescription

144.04 No proceedings in respect of an offence under this Part are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.

Admissibility of evidence

144.05 (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that is purported to have been signed by that person, board or authority is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and extracts

(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy 25 of or an extract from any document that is made by the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person, board or authority as a true copy or extract is ad- 30 missible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

Presumed date of issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.

Entrave et déclarations et renseignements faux ou trompeurs

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

(2) Quiconque contrevient aux articles 144.01 ou 144.02 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

Infractions continues

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction prévue au paragraphe (1).

Disculpation: précautions voulues

(4) Nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) s'il prouve qu'il a pris toutes les 10 précautions voulues pour prévenir sa perpétration.

Prescription

144.04 Les poursuites visant une infraction à la présente partie se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Admissibilité

144.05 (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il 20 soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui v est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Copies ou extraits

(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, 25 l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original 30 dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Date

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été établis à la date qu'ils portent.

35

5

15

Amendments to the Act **Sections 34-35**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ...

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Articles 34-35

Notice

(4) No document referred to in this section is to be received in evidence unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the document.

35 The Act is amended by adding the following before Part 6:

PART 5.1

Administrative Monetary Penalties

Interpretation

Definitions

144.1 The following definitions apply in this Part.

board has the same meaning as in section 51 or subsection 96(1), as the case may be. (office)

inspector means a person designated as an inspector 15 under section 84 or 142.24. (*inspecteur*)

management area has the same meaning as in section 51. (zone de gestion)

penalty means an administrative monetary penalty imposed under this Part for a violation. (*pénalité*)

review body means

- (a) with respect to a violation relating to Part 3 that is designated as such by a regulation made under paragraph 144.11(1)(a),
 - (i) the Gwich'in Land and Water Board, if the violation was committed in its management area,
 - (ii) the Sahtu Land and Water Board, if the violation was committed in its management area,
 - (iii) the Wekeezhii Land and Water Board, if the violation was committed in its management area, or
 - (iv) the Mackenzie Valley Land and Water Board, if the violation was committed in an area outside any management area;
- **(b)** despite subparagraphs (a)(i) to (iii), the Mackenzie Valley Land and Water Board, if the violation relating 35 to Part 3 that was committed in a management area is

Préavis

(4) Ils ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

35 La même loi est modifiée par adjonction, avant la partie 6, de ce qui suit :

PARTIE 5.1

Sanctions administratives pécuniaires

Définitions

Définitions

144.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la pré- 10 sente partie.

inspecteur Personne désignée à ce titre en vertu des articles 84 ou 142.24. (*inspector*)

office S'entend au sens de l'article 51 ou du paragraphe 96(1), selon le cas. (board)

15

20

pénalité Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente partie pour une violation. (*penalty*)

réviseur

- **a)** Dans le cas d'une violation relative à la partie 3 et désignée sous le régime de l'alinéa 144.11(1)a) :
 - (i) s'agissant d'une violation commise dans la zone de gestion de l'Office gwichin des terres et des eaux, cet office,
 - (ii) s'agissant d'une violation commise dans la zone de gestion de l'Office des terres et des eaux du Sahtu, cet office,
 - (iii) s'agissant d'une violation commise dans la zone de gestion de l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii, cet office,
 - (iv) s'agissant d'une violation commise dans une 30 région autre qu'une zone de gestion, l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie;
- **b)** malgré les sous-alinéas a)(i) à (iii), s'agissant, dans une zone de gestion, d'une violation relative à la partie 3 qui est une contravention à toute condition dont est 35

a failure to comply with a term or condition of any li-

cence, permit or other authorization issued by that

Board or a contravention of any order, direction or de-

cision made or given in relation to such a licence, per-

(c) with respect to a violation relating to Part 5 that is

designated as such by a regulation made under para-

graph 144.11(1)(a), the federal Minister. (réviseur)

Section 35

Amendments to the Act

assorti un permis ou autre autorisation délivrés par l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie – ou une contravention à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision donné ou rendue en lien avec un tel permis ou une telle autorisation —, cet office;

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

c) dans le cas d'une violation relative à la partie 5 et désignée sous le régime de l'alinéa 144.11(1)a), le ministre fédéral. (review body)

zone de gestion S'entend au sens de l'article 51. (management area)

10

20

40

Federal Minister's Powers

mit or other authorization; and

Regulations

- **144.11 (1)** The federal Minister may, with the approval 10 of the Governor in Council and following consultation with the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government, make regulations for the purposes of sections 144.12 to 144.31, including regulations
 - (a) designating as a violation that may be proceeded 15 with in accordance with this Act
 - (i) the contravention of any specified provision of this Act or of any of its regulations,
 - (ii) the contravention of any order, direction or decision, whether of a specified class or not, made or 20 given under this Act, or
 - (iii) the failure to comply with a term or condition, whether of a specified class or not, of any licence, permit or other authorization or development certificate or amended development certificate issued 25 under this Act;
 - **(b)** respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation;
 - (c) establishing the form and content of notices of violation;
 - (d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which 35 documents are presumed to be served;
 - (e) respecting the review by a review body in respect of a notice of violation; and

Attributions du ministre fédéral

Règlements

Modification de la loi

Article 35

- **144.11 (1)** Le ministre fédéral peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et après consultation des premières nations des Gwichins et du Sahtu et du gouvernement tlicho, prendre des règlements pour l'application 15 des articles 144.12 à 144.31, notamment pour :
 - a) désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :
 - (i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements,
 - (ii) à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision – appartenant ou non à une catégorie spécifiée — donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,
 - (iii) à toute condition appartenant ou non à une 25 catégorie spécifiée – dont est assorti un permis ou autre autorisation délivré sous le régime de la présente loi ou un certificat – original ou modifié – délivré en application de celle-ci;
 - **b)** prévoir l'établissement ou la méthode d'établisse- 30 ment du montant de la pénalité applicable à chaque violation — la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;
 - c) établir la forme et le contenu des procès-verbaux de 35 violation:
 - d) régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;
 - e) régir la révision des procès-verbaux par le réviseur;

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi Article 35

(f) respecting the publication of the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.

Maximum amount of penalty

(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for 5 each violation shall not be more than \$25,000 in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.

Violations

Section 35

Who may issue notices

144.12 Inspectors are authorized to issue notices of violation.

Violation and penalty

144.13 (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 144.11(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations.

Purpose of penalty

(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.

Liability of directors, officers, etc.

144.14 If a corporation commits a violation, any director, officer or agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.

Proof of violation

144.15 In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee or agent or mandatary of the person, whether or not the employee or the agent or mandatary is identified or proceeded against in accordance with this Act.

Issuance and service of notice of violation

144.16 (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that a person has committed a violation, the inspector may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.

f) régir la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.

Plafond - montant de la pénalité

(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes 5 physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$.

Violations

Agents verbalisateurs

144.12 Les inspecteurs sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.

10

35

Violations et pénalités

144.13 (1) La contravention à une disposition, à un ordre, à une ordonnance, à une décision ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 144.11(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux rèliglements.

But de la pénalité

(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi.

Participants à la violation : dirigeants, administrateurs et mandataires

144.14 Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires 20 qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements, que la personne morale fasse ou non l'objet d'une procédure en 25 violation engagée au titre de la présente loi.

Preuve

144.15 Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou 30 le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Procès-verbal - établissement et signification

144.16 (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au prétendu auteur de la violation.

2015-2016-2017-2018-2019 29 64-65-66-67-68 Eliz. II

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Amendments to the Act Modification de la loi Section 35 Article 35

Contents

- (2) The notice of violation shall
 - (a) name the person who is believed to have committed the violation;
 - **(b)** set out the relevant facts of the violation;
 - **(c)** set out the amount of the penalty;
 - (d) inform the person of their right to request a review with respect to the facts of the violation or the amount of the penalty, and of the period within which that right shall be exercised;
 - (e) inform the person of the time and manner of pay- 10 ing the penalty; and
 - (f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.

Copy of notice of violation

- (3) The inspector shall, without delay after issuing the notice of violation, provide a copy of it,
 - (a) with respect to a violation relating to Part 3, to the board that may act as the review body and the federal Minister; or
 - **(b)** with respect to a violation relating to Part 5, to the federal Minister and
 - (i) the board that has jurisdiction over a management area, if the development is carried out wholly within that management area; or
 - (ii) the board established under Part 4, if the development is carried out in more than one management area, in a management area and an area outside any management area, or wholly outside any management area.

Rules About Violations

Certain defences not available

- **144.17** (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person
 - (a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or
 - **(b)** reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.

Contenu

5

15

20

25

30

(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

- a) le nom du prétendu auteur de la violation;
- **b)** les faits pertinents quant à la violation;
- c) le montant de la pénalité;
- d) la faculté qu'a le prétendu auteur de la violation de 5 demander la révision des faits quant à la violation ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce
- e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;
- f) le fait que le prétendu auteur de la violation qui n'a 10 ni payé la pénalité ni fait une demande de révision est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.

Copie du procès-verbal

(3) L'inspecteur fournit une copie du procès-verbal, sans délai après l'avoir dressé:

15

20

- a) dans le cas d'une violation relative à la partie 3, à l'office pouvant agir à titre de réviseur et au ministre fédéral;
- **b)** dans le cas d'une violation relative à la partie 5, au ministre fédéral et, selon le cas:
 - (i) à l'office ayant compétence à l'égard de la zone de gestion où le projet est entièrement réalisé,
 - (ii) à l'office constitué en vertu de la partie 4, si le projet est réalisé dans plus d'une zone de gestion, dans une zone de gestion et une région autre qu'une 25 zone de gestion ou entièrement dans une région autre qu'une zone de gestion.

Règles propres aux violations

Exclusion de certains moyens de défense

144.17 (1) Le prétendu auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures néces- 30 saires pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.

2015-2016-2017-2018-2019 64-65-66-67-68 Eliz, II

Section 35

Amendments to the Act

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 35

Common law principles

(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.

Continuing violation

144.18 A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.

Violation or offence

144.19 (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an 10 offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.

Violations not offences

(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of a violation.

Limitation period

144.2 No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.

Reviews

Request for review

144.21 A person who is served with a notice of violation may, within 30 days after the notice is served or within any longer period prescribed by the regulations, make a request to the review body for a review of the facts of the 25 violation or the amount of the penalty, or both.

Correction or cancellation of notice of violation

144.22 At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the review body, an inspector may cancel the notice of violation or correct an error in it.

Review

144.23 On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the review body shall conduct the review.

Principes de common law

(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.

5

15

Violation continue

144.18 Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.

Cumul interdit

144.19 (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de 10 la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.

Précision

(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du Code criminel.

Prescription

144.2 Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Révision

20

Demande de révision

144.21 Le prétendu auteur de la violation peut, dans les 20 trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supérieur prévu dans les règlements, saisir le réviseur d'une demande de révision des faits quant à la violation ou du montant de la pénalité, ou des deux.

Annulation ou correction du procès-verbal

144.22 Tant que le réviseur n'est pas saisi d'une de- 25 mande de révision du procès-verbal, tout inspecteur peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.

Révision

144.23 Sur réception de la demande de révision, le réviseur procède à la révision.

Amendments to the Act **Section 35**

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi Article 35

Witnesses

144.24 (1) If the review body is a board, it may, when conducting its review, summon any person to appear as a witness and order the witness to give evidence orally or in writing and produce any documents and things that it considers necessary for the purpose of the review.

Enforcement of summonses and orders

(2) Any summons issued or order made under subsection (1) may be made a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province and is enforceable in the same manner as a summons or an order of that court.

Procedure

(3) To make a summons issued or an order made under subsection (1) a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province, the usual practice and procedure of the court in such matters may be followed or a certified copy of the summons or order may be filed with the court's registrar and the summons or order then becomes a summons or an order of that court.

Fees for witnesses

(4) A witness who is served with a summons is entitled to receive the fees and allowances to which persons who 20 are summoned to appear as witnesses before the Federal Court are entitled.

Determination

144.25 (1) The review body shall determine, as the case may be, whether the person committed the violation or whether the amount of the penalty for the violation was 25 determined in accordance with the regulations, or both.

Correction of penalty

(2) If the review body determines that the amount of the penalty for the violation was not determined in accordance with the regulations, the review body shall correct it.

Review of facts — burden of proof

(3) If the facts of a violation are reviewed, the inspector who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.

Written reasons

(4) The review body shall make a determination in writing, with reasons, and cause it to be served on the person who requested the review.

Témoins

144.24 (1) Le réviseur, s'il s'agit d'un office, peut citer toute personne à comparaître devant lui et ordonner à celle-ci de déposer oralement ou par écrit, ou de produire toute pièce qu'il juge nécessaire à la révision.

Homologation des citations et ordres

(2) Les citations et les ordres visés au paragraphe (1) 5 peuvent être homologués par la Cour fédérale ou une juridiction supérieure provinciale; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités que les citations et ordonnances de la juridiction saisie.

Procédure

(3) L'homologation se fait soit selon les règles de pra- 10 tique et de procédure de la juridiction, soit par le dépôt au greffe de celle-ci d'une copie certifiée conforme de la citation ou de l'ordre.

Indemnités

(4) La personne citée à comparaître a droit aux indemnités applicables aux convocations de la Cour fédérale.

15

20

Décision

144.25 (1) Le réviseur décide, selon le cas, si le demandeur a commis la violation ou si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements, ou les deux.

Correction du montant de la pénalité

(2) Il modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.

Révision des faits : fardeau de la preuve

(3) En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.

Décision écrite et motivée

(4) Le réviseur rend sa décision par écrit, motifs à l'ap- 25 pui, et la fait signifier au demandeur.

Amendments to the Act

Section 35

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 35

Determination final — board

(5) A determination made under this section by a board acting as a review body is final and binding and, except for judicial review under section 32, is not subject to appeal or to review by any court.

Determination final — federal Minister

(6) A determination made under this section by the federal Minister acting as a review body is final and binding and, except for judicial review under the *Federal Courts Act*, is not subject to appeal or to review by any court.

Liability

(7) If the review body determines that the person who requested the review committed the violation, the person who requested the review is liable to the penalty as set out in the determination.

Copy of determination

- **(8)** The review body shall, without delay after making the determination, provide a copy of it to
 - (a) the federal Minister, if the review body is a board; 15 or
 - **(b)** the board to which a copy of the notice of violation was provided under subsection 144.16(3), if the review body is the federal Minister.

Responsibility

Payment

144.26 If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.

Failure to act

144.27 A person who neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the period referred to in section 144.21—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.

Recovery of Penalties

Debt due to Her Majesty

144.28 (1) A penalty constitutes a debt due to Her 30 Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Décision définitive de l'office

(5) La décision du réviseur, s'agissant d'un office, est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par l'article 32, n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.

Décision définitive du ministre fédéral

(6) La décision du réviseur, s'agissant du ministre fédéral, est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur les Cours fédérales*, n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice

Obligation de payer la pénalité

(7) En cas de décision défavorable, l'auteur de la viola- 10 tion est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.

Copie de la décision

(8) Selon qu'il s'agit d'un office ou du ministre fédéral, le réviseur fournit une copie de sa décision, sans délai après l'avoir rendue, au ministre fédéral ou à l'office à qui une 15 copie du procès-verbal est fournie en application du paragraphe 144.16(3), respectivement.

Responsabilité

Paiement

144.26 Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité 20 mentionnée au procès-verbal.

Défaut

144.27 Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procèsverbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 144.21. Le cas échéant, l'auteur de la 25 violation est tenu du paiement de la pénalité.

Recouvrement des pénalités

Créance de Sa Majesté

144.28 (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

2015-2016-2017-2018-2019 33 64-65-66-67-68 Eliz. II

Amendments to the Act

Section 35

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modification de la loi

Article 35

Limitation period or prescription

(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.

Certificate

144.29 (1) The federal Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt 5 referred to in subsection 144.28(1).

Registration

(2) Registration in any court of competent jurisdiction of a certificate of non-payment has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.

General

Authenticity of documents

144.3 In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 144.16(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.

Publication related to violation

144.31 (1) Subject to subsection (2) and any regulations, the board that received a copy of the notice of violation under subsection 144.16(3) — whether acting as a review body or not — may make public the nature of a violation, the name of the person who committed it and the 20 amount of the penalty.

Restriction of publication

- (2) The board may only make that information public if
 - (a) the person named in the notice of violation has paid the penalty set out in the notice;
 - **(b)** the person has not requested a review within the 25 period referred to in section 144.21; or
 - (c) the review body has determined that the person who requested the review committed the violation.

Prescription

(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.

Certificat de non-paiement

144.29 (1) Le ministre fédéral peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance 5 visée au paragraphe 144.28(1).

Enregistrement

(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.

10

20

Dispositions générales

Authenticité de documents

144.3 Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en vertu du paragraphe 144.16(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.

Publication relative à la violation

144.31 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règle- 15 ments, l'office qui a reçu copie du procès-verbal en application du paragraphe 144.16(3) – à titre de réviseur ou non – peut procéder à la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.

Réserve afférente à la publication

- (2) L'office ne peut procéder à la publication que si, selon le cas:
 - a) l'auteur de la violation a payé la pénalité mentionnée dans le procès-verbal;
 - b) il n'a pas fait une demande de révision dans le délai 25 prévu à l'article 144.21;
 - c) une décision défavorable a été rendue par le réviseur.

2015-2016-2017-2018-2019 64-65-66-67-68 Eliz, II

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ...

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Article 35

PART 5.2

Section 35

Regional Studies

Committee Studying Impact of Works and Activities

Establishment

144.32 (1) The federal Minister may establish a committee to conduct a study of the impact of existing or future works or activities carried out in a region of the Mackenzie Valley.

Appointment of members

(2) The federal Minister shall appoint one or more persons as members of the committee.

Mandate

(3) The federal Minister shall establish the committee's terms of reference after seeking and considering the advice of the territorial government and, if the study examines works or activities affecting any first nation or the Tlicho First Nation, the advice of that first nation or the 15 Tlicho Government, as the case may be.

Conflict of interest

144.33 (1) A person shall not be appointed, or continue, as a member of the committee if doing so would place them in a material conflict of interest.

Status or entitlements under agreement

(2) A person is not placed in a material conflict of interest merely because of any status or entitlement conferred on them under the Gwich'in Agreement, the Sahtu Agreement, the Tlicho Agreement or any other agreement between a first nation and Her Majesty in right of Canada for the settlement of a land claim.

Other participants in study

144.34 The federal Minister, if he or she considers it appropriate, may enter into an agreement or arrangement with any person or body that possesses knowledge or expertise that is relevant to the study to participate in the study.

Elements to consider

144.35 In conducting its study, the committee shall consider any traditional knowledge and scientific information that is made available to it.

PARTIE 5.2

Études régionales

Comité chargé d'étudier les répercussions des ouvrages et des activités

Constitution

144.32 (1) Le ministre fédéral peut constituer un comité chargé de procéder à l'étude des répercussions d'ouvrages ou d'activités — actuels ou éventuels — réalisés dans une région de la vallée du Mackenzie.

5

10

Nomination des membres

(2) Il nomme le ou les membres du comité.

Mandat

10

(3) De plus, il fixe le mandat du comité après avoir demandé et tenu compte de l'avis du gouvernement territorial et, s'agissant d'une étude portant sur des ouvrages ou activités ayant une incidence sur une première nation ou sur la première nation tlicho, de l'avis de cette première 15 nation ou du gouvernement tlicho, selon le cas.

Conflit d'intérêts

144.33 (1) Nul ne peut être nommé membre du comité ni continuer d'en faire partie s'il en résulte une situation de conflit d'intérêts sérieux.

Statut et droits conférés par accord

(2) N'ont pas pour effet de créer, à eux seuls, une situation de conflit d'intérêts sérieux le statut ou les droits conférés à une personne aux termes soit de l'accord gwichin, de l'accord du Sahtu ou de l'accord tlicho, soit de tout autre accord relatif aux revendications territoriales conclu entre une première nation et Sa Majesté du chef 25 du Canada.

Autres participants à l'étude

144.34 Le ministre fédéral peut, s'il l'estime indiqué, conclure un accord ou un arrangement avec toute personne ou tout organisme dont les connaissances ou l'expertise sont pertinentes en lien avec l'étude afin qu'il y 30 participe.

Éléments à considérer

144.35 Dans le cadre de l'étude, le comité tient compte des connaissances traditionnelles et des renseignements scientifiques mis à sa disposition.

fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modification de la loi

Articles 35-36

Information

Sections 35-36

144.36 Subject to any other federal or territorial law, the committee may obtain, from any board established by this Act or from any department or agency of the federal or territorial government, any information in the possession of the board, department or agency that is re- 5 quired for it to conduct its study.

Joint Committee

Establishment

144.37 If the federal Minister is of the opinion that it is appropriate to conduct a study of the impact of existing or future works or activities carried out in a region of the Mackenzie Valley and in a region contiguous to it, the federal Minister may enter into an agreement or arrangement with an authority responsible for the examination of environmental effects in that region respecting the establishment of a joint committee to conduct the study 15 and the manner in which the study is to be conducted.

Report

Report to federal Minister

144.38 On completion of its study, the committee or joint committee shall provide a report to the federal Minister, who shall make it available to the public.

Consideration of report

144.39 The report must be considered in the exercise or performance under this Act of any powers, duties or functions of the boards established under subsections 36(1), 38(1), 54(1), 56(1), 57.1(1) and 99(1), the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, its review 25 panels, or a review panel or a joint panel established jointly by the Review Board and any other person or body, and of any body conducting a preliminary screening of a proposal for a development under section 124.

Transitional Provisions

Definition of other Act

36 (1) In this section, other Act means the 30 Mackenzie Valley Resource Management Act.

Ongoing proposals for development

(2) Part 5 of the other Act, as it read immediately before the day on which section 22 comes into force, continues to apply to a proposal for development, as defined in subsection 111(1) of the 35

Renseignements

144.36 Le comité peut, sous réserve de toute autre règle de droit fédérale ou territoriale, obtenir de tout office constitué par la présente loi et des ministères et organismes fédéraux et territoriaux les renseignements qui sont en leur possession et dont il a besoin pour procéder 5 à l'étude.

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi

Comité conjoint

Constitution

144.37 S'il estime indiqué de faire procéder à l'étude des répercussions d'ouvrages ou d'activités -- actuels ou éventuels – réalisés dans une région de la vallée du Mackenzie et une région qui y est contiguë, le ministre fédéral peut conclure avec l'organisme compétent en matière d'examen des effets sur l'environnement dans cette région un accord ou un arrangement relatif à la constitution d'un comité conjoint chargé de procéder à l'étude et 15 relatif aux modalités de l'étude.

Rapport

Rapport au ministre fédéral

144.38 Au terme de l'étude, le comité ou comité conjoint adresse un rapport au ministre fédéral, qui le met à la disposition du public.

20

30

Prise en compte du rapport

144.39 Les offices constitués par les paragraphes 36(1), 38(1), 54(1), 56(1), 57.1(1) et 99(1), respectivement, l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, ses formations, les formations conjointes et les commissions conjointes établies par cet 25 office et une autre autorité, ainsi que les organes qui effectuent l'examen préalable d'un projet de développement en application de l'article 124, tiennent compte du rapport dans l'exercice de leurs attributions au titre de la présente loi.

Dispositions transitoires

Définition de autre loi

36 (1) Au présent article, autre loi s'entend de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie.

Projet de développement en cours

(2) La partie 5 de l'autre loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 22, continue de s'appliquer

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Dispositions transitoires Articles 36-42

other Act, that, immediately before that day, was being considered by any of the following:

- (a) a designated regulatory agency, as defined in that subsection 111(1), for the purposes of sections 131 and 137 of the other Act, as those sections 131 and 137 read immediately before that day;
- (b) the *Tlicho Government*, as defined in section 2 of the other Act, for the purposes of sections 131.1 and 137.1 of the other Act, as those sections 131.1 and 137.1 read immediately before that day;
- (c) the federal Minister, as defined in section 2 of the other Act, and any responsible minister, as defined in that subsection 111(1);
- (d) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels; or
- (e) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) of the other Act or a review panel referred to in subsection 41(2) of the Canadian Environmental Assessment Act, 2012.

développement, au sens du paragraphe 111(1) de l'autre loi, dont sont saisis, avant cette date :

- a) un organisme administratif désigné, au sens de ce paragraphe 111(1), pour l'application des articles 131 et 137 de l'autre loi, dans leur version antérieure à cette date;
- b) le gouvernement tlicho, au sens de l'article 2 de l'autre loi, pour l'application des articles 131.1 et 137.1 de l'autre loi, dans leur version antérieure à cette date:

10

35

- c) le *ministre fédéral*, au sens de cet article 2, et tout *ministre compétent*, au sens de ce paragraphe 111(1);
- d) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou 15 l'une de ses formations;
- e) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) de l'autre loi ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évalua-* 20 tion environnementale (2012).

Consequential Amendments

2014, c. 2

Northwest Territories Devolution Act

- **37** Section 112 of the Northwest Territories Devolution Act is repealed.
- **38** Subsection 115(2) of the Act is repealed.
- 39 Sections 117 to 122 of the Act are repealed.
- 40 Section 127 of the Act is repealed.
- 41 (1) Subsection 128(2) of the Act is repealed.
- (2) Subsection 128(4) of the Act is repealed.
- **42** (1) Subsection 132(1) of the Act is repealed.

Modifications corrélatives

2014, ch. 2

15

Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest

- **37** L'article 112 de la *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest* est abrogé.
- **38** Le paragraphe 115(2) de la même loi est abro- 25 gé.
 - 39 Les articles 117 à 122 de la même loi sont abrogés.
 - 40 L'article 127 de la même loi est abrogé.
 - 41 (1) Le paragraphe 128(2) de la même loi est 30 abrogé.
 - (2) Le paragraphe 128(4) de la même loi est abrogé.
- 30 **42 (1)** Le paragraphe 132(1) de la même loi est abrogé.

Sections 42-62

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ...

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie
Modifications corrélatives
Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest

Articles 42-62

(2) Subsection 132(3) of the Act is repealed.		(2) Le paragraphe 132(3) de la même loi est abrogé.	
43 Sections 133 and 134 of the Act are repealed.		43 Les articles 133 et 134 de la même loi sont abrogés.	
44 Subsection 135(2) of the Act is repealed.		44 Le paragraphe 135(2) de la même loi est abrogé.	5
45 Sections 136 and 137 of the Act are repealed.		45 Les articles 136 et 137 de la même loi sont abrogés.	
46 Subsection 141(2) of the Act is repealed.	5	46 Le paragraphe 141(2) de la même loi est abrogé.	10
47 Subsection 142(1) of the Act is repealed.		47 Le paragraphe 142(1) de la même loi est abrogé.	
48 Sections 143 and 144 of the Act are repealed.		48 Les articles 143 et 144 de la même loi sont abrogés.	
49 Sections 146 to 162 of the Act are repealed.		49 Les articles 146 à 162 de la même loi sont abrogés.	15
50 Sections 164 to 172 of the Act are repealed.		50 Les articles 164 à 172 de la même loi sont abrogés.	
51 Subsection 174(2) of the Act is repealed.	10	51 Le paragraphe 174(2) de la même loi est abrogé.	20
52 Subsection 175(2) of the Act is repealed.		52 Le paragraphe 175(2) de la même loi est abrogé.	
53 Section 176 of the Act is repealed.		53 L'article 176 de la même loi est abrogé.	
54 Sections 178 to 181 of the Act are repealed.		54 Les articles 178 à 181 de la même loi sont abrogés.	25
55 Sections 183 and 184 of the Act are repealed.		55 Les articles 183 et 184 de la même loi sont abrogés.	
56 Section 186 of the Act is repealed.	15	56 L'article 186 de la même loi est abrogé.	
57 Section 191 of the Act is repealed.		57 L'article 191 de la même loi est abrogé.	
58 Section 193 of the Act is repealed.		58 L'article 193 de la même loi est abrogé.	30
59 Subsection 199(2) of the Act is repealed.		59 Le paragraphe 199(2) de la même loi est abrogé.	
60 Section 200 of the Act is repealed.		60 L'article 200 de la même loi est abrogé.	
61 Sections 203 to 205 of the Act are repealed.	20	61 Les articles 203 à 205 de la même loi sont abrogés.	35
62 Section 207 of the Act is repealed.		62 L'article 207 de la même loi est abrogé.	

Sections 63-80

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ...

PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

Modifications corrélatives

Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest

Articles 63-80

63 Subsection 208(5) of the Act is repealed.	63 Le paragraphe 208(5) de la même loi est abrogé.
64 Subsection 209(2) of the Act is repealed.	64 Le paragraphe 209(2) de la même loi est abrogé.
65 Sections 210 and 211 of the Act are repealed.	65 Les articles 210 et 211 de la même loi sont 5 abrogés.
66 (1) Subsection 214(1) of the Act is repealed.	66 (1) Le paragraphe 214(1) de la même loi est abrogé.
(2) Subsection 214(4) of the Act is repealed. 5	(2) Le paragraphe 214(4) de la même loi est abrogé.
67 Subsection 215(2) of the Act is repealed.	67 Le paragraphe 215(2) de la même loi est abrogé.
68 Section 216 of the Act is repealed.	68 L'article 216 de la même loi est abrogé.
69 Section 218 of the Act is repealed.	69 L'article 218 de la même loi est abrogé.
70 Subsection 219(3) of the Act is repealed.	70 Le paragraphe 219(3) de la même loi est abro- 15 gé.
71 Subsection 222(4) of the Act is repealed.	71 Le paragraphe 222(4) de la même loi est abrogé.
72 Subsection 223(6) of the Act is repealed.	72 Le paragraphe 223(6) de la même loi est abrogé.
73 (1) Subsection 224(1) of the Act is repealed.	73 (1) Le paragraphe 224(1) de la même loi est abrogé.
(2) Subsection 224(3) of the Act is repealed.	(2) Le paragraphe 224(3) de la même loi est abrogé.
74 Section 225 of the Act is repealed.	74 L'article 225 de la même loi est abrogé.
75 (1) Subsections 226(2) and (3) of the Act are 15 repealed.	75 (1) Les paragraphes 226(2) et (3) de la même loi sont abrogés.
(2) Subsection 226(5) of the Act is repealed.	(2) Le paragraphe 226(5) de la même loi est abrogé.
76 Sections 227 to 231 of the Act are repealed.	76 Les articles 227 à 231 de la même loi sont abro- 30 gés.
77 Sections 238 to 240 of the Act are repealed.	77 Les articles 238 à 240 de la même loi sont abrogés.
78 Sections 242 to 246 of the Act are repealed. 20	78 Les articles 242 à 246 de la même loi sont abrogés.
79 Section 251 of the Act is repealed.	79 L'article 251 de la même loi est abrogé.
80 Subsections 253(2) to (4) of the Act are repealed.	80 Les paragraphes 253(2) à (4) de la même loi sont abrogés.

An Act to amend the Mackenzie Valley Resource Management Act and the Canada Petroleum Resources Act and to make consequential amendments.

PART 1 Mackenzie Valley Resource Management Act Consequential Amendments

Tlicho Land Claims and Self-Government Act Sections 81-83

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives . PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Modifications corrélatives

Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho Articles 81-83

2005, c. 1

Tlicho Land Claims and Self-Government Act

81 Section 95 of the Tlicho Land Claims and Self-Government Act is repealed.

2015, c. 24

Déline Final Self-Government Agreement Act

82 Section 42 of the Déline Final Self-Government Agreement Act is repealed.

Coordinating Amendments

Bill C-69

- 83 (1) Subsections (2) to (8) apply if Bill C-69, in- 5 troduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled An Act to enact the Impact Assessment Act and the Canadian Energy Regulator Act, to amend the Navigation Protection Act and to make consequential amendments to other Acts (in this section referred to as the "other Act"), receives royal assent.
- (2) If section 188 of the other Act comes into force before section 36 of this Act, then paragraph 36(2)(e) of this Act is replaced by the following:
 - (e) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) of the other Act or a review panel referred to in subsection 40(2) of the Impact Assessment Act.
- (3) If section 188 of the other Act comes into force 20 on the same day as section 36 of this Act, then that section 36 is deemed to have come into force before that section 188.
- (4) If section 38 of this Act comes into force before section 184 of the other Act, then that section 25 184 is deemed never to have come into force and is repealed.
- (5) If section 38 of this Act comes into force on the same day as section 184 of the other Act, then

2005, ch. 1

Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho

81 L'article 95 de la Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho est abrogé.

2015, ch. 24

Loi sur l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Deline

82 L'article 42 de la Loi sur l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Deline est 5 abrogé.

Dispositions de coordination

Projet de loi C-69

- 83 (1) Les paragraphes (2) à (8) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-69, déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature et intitulé Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact 10 et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois (appelé « autre loi » au présent article).
- (2) Si l'article 188 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 36 de la présente loi, l'alinéa 36(2)e) de cette loi est remplacé par ce qui suit :
 - e) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) 20 de l'autre loi ou une commission visée au paragraphe 40(2) de la Loi sur l'évaluation d'impact.

- (3) Si l'entrée en vigueur de l'article 188 de l'autre loi et celle de l'article 36 de la présente loi sont 25 concomitantes, cet article 36 est réputé être entré en vigueur avant cet article 188.
- (4) Si l'article 38 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 184 de l'autre loi, cet article 184 est réputé ne pas être entré en vigueur et est 30 abrogé.
- (5) Si l'entrée en vigueur de l'article 38 de la présente loi et celle de l'article 184 de l'autre loi sont

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives ... PARTIE 1 Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie Dispositions de coordination

that section 184 is deemed to have come into force before that section 38.

- (6) If section 38 of this Act comes into force before section 192 of the other Act, then that section 192 is deemed never to have come into force and 5 is repealed.
- (7) If section 192 of the other Act comes into force before section 38 of this Act, then that section 192 is repealed.
- (8) If section 38 of this Act comes into force on 10 the same day as section 192 of the other Act, then that section 192 is deemed never to have come into force and is repealed.

Coming into Force

Order in council

84 Sections 1, 13, 15, 16, 18 to 29, 31 and 34 come into force on a day or days to be fixed by order of 15 the Governor in Council.

PART 2

1985, c. 36 (2nd Supp.)

Canada Petroleum Resources Act

Amendments to the Act

85 (1) The portion of subsection 12(1) of the Canada Petroleum Resources Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Orders to prohibit activities in certain circumstances

- **12 (1)** The Governor in Council may, by order, prohibit 20 any interest owner or any other person from commencing or continuing any work or activity authorized under the *Canada Oil and Gas Operations Act* on the frontier lands, or any portion of them, if the Governor in Council considers that it is in the national interest to do so or that 25 it is necessary in any of the following circumstances:
- (2) The portion of subsection 12(1) of the English version of the Act after paragraph (c) is repealed.

concomitantes, cet article 184 est réputé être entré en vigueur avant cet article 38.

- (6) Si l'article 38 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 192 de l'autre loi, cet article 192 est réputé ne pas être entré en vigueur et est 5 abrogé.
- (7) Si l'article 192 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 38 de la présente loi, cet article 192 est abrogé.
- (8) Si l'entrée en vigueur de l'article 38 de la présente loi et celle de l'article 192 de l'autre loi sont concomitantes, cet article 192 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

Entrée en vigueur

Décret

Articles 83-85

84 Les articles 1, 13, 15, 16, 18 à 29, 31 et 34 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par dé- 15 cret.

PARTIE 2

1985, ch. 36 (2e suppl.)

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Modification de la loi

85 (1) Le passage du paragraphe 12(1) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Décrets d'interdiction

- **12 (1)** Le gouverneur en conseil peut, par décret, interdire à tout titulaire ou à toute autre personne d'entreprendre ou de poursuivre, sur tout ou partie des terres domaniales, des activités autorisées au titre de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, s'il estime que cela est dans l'intérêt national ou nécessaire dans l'un ou 25 l'autre des cas suivants :
- (2) Le passage du paragraphe 12(1) de la version anglaise de la même loi suivant l'alinéa c) est abrogé.

Loi modifiant la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie et la Loi fédérale sur les hydrocarbures et apportant des modifications corrélatives PARTIE 2 Loi fédérale sur les hydrocarbures Dispositions de coordination

Coordinating Amendments

- 86 (1) Subsections (2) to (6) apply if Bill C-55, introduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled An Act to amend the Oceans Act and the Canada Petroleum Resources Act (in this section referred to as the "other Act"), re- 5 ceives roval assent.
- (2) If subsection 85(1) of this Act comes into force before subsection 19(1) of the other Act, then that subsection 19(1) is deemed never to have come into force and is repealed.
- (3) If subsection 85(1) of this Act comes into force on the same day as subsection 19(1) of the other Act, then that subsection 19(1) is deemed to have come into force before that subsection 85(1).
- (4) If subsection 85(2) of this Act comes into force 15 before subsection 19(3) of the other Act, then that subsection 19(3) is deemed never to have come into force and is repealed.
- (5) If subsection 19(3) of the other Act comes into force before subsection 85(2) of this Act, then that 20 subsection 85(2) is deemed never to have come into force and is repealed.
- (6) If subsection 85(2) of this Act comes into force on the same day as subsection 19(3) of the other Act, then that subsection 85(2) is deemed never to 25 have come into force and is repealed.

Dispositions de coordination

Projet de loi C-55

- 86 (1) Les paragraphes (2) à (6) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-55, déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature et intitulé Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi **fédérale sur les hydrocarbures (appelé «autre** 5 loi » au présent article).
- (2) Si le paragraphe 85(1) de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 19(1) de l'autre loi, ce paragraphe 19(1) est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

10

- (3) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 85(1) de la présente loi et celle du paragraphe 19(1) de l'autre loi sont concomitantes, ce paragraphe 19(1) est réputé être entré en vigueur avant ce paragraphe 85(1).
- (4) Si le paragraphe 85(2) de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 19(3) de l'autre loi, ce paragraphe 19(3) est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.
- (5) Si le paragraphe 19(3) de l'autre loi entre en 20 vigueur avant le paragraphe 85(2) de la présente loi, ce paragraphe 85(2) est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.
- (6) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 85(2) de la présente loi et celle du paragraphe 19(3) de 25 l'autre loi sont concomitantes, ce paragraphe 85(2) est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

